

**ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION
FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES MEKNES.**

**APPEL D'OFFRES OUVERT
SUR OFFRES DE PRIX N° 01/2023/GAR/FSJES**

**GARDIENNAGE ET SURVEILLANCE DES LOCAUX DE LA FACULTE DES SCIENCES
JURIDIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES - MEKNES.**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix ayant pour objet : « **GARDIENNAGE ET SURVEILLANCE DES LOCAUX DE LA FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES - MEKNES** » (lot unique).

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du Règlement relatif aux marchés publics de l'université Moulay Ismail - Meknès, pris en vertu de la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes promulguée par le Dahir n° 1.03.195 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003) et notamment ses articles 7, 13, 17 et 19, ainsi que la résolution du Conseil de l'Université, dans sa séance du 22 juillet 2014.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement précité. Toute disposition contraire au règlement précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du règlement précité.

ARTICLE 2 : MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : **MONSIEUR LE DOYEN DE LA FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES SOUS ORDONNATEUR**, désigné dans le Cahier des Prescriptions Spéciales par « **le Maître d'Ouvrage** ».

ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du règlement précité :

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement, les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du règlement précité.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marché.

ARTICLE 4 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS DES CONCURRENTS ET PIÈCES COMPLÉMENTAIRES

Conformément aux dispositions de l'article 25 du règlement précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

A. Un dossier administratif comprenant :

1) Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a- La déclaration sur l'honneur, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du règlement précité ;
- b- L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire qui en tient lieu, le cas échéant;
- c- Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 140 du règlement précité.

2) Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, conformément aux conditions fixées à l'article 40 du règlement précité :

- a- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique, agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
- c- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du règlement précité, ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jomada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.
La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur, de préférence que la date du certificat soit entre la date d'ouverture des offres et celle du dépôt du complément du dossier administratif.
- e- L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b), c) et d) ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc, et à défaut, une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

B. Un dossier technique comprenant :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale, **des prestations exécutées au cours des cinq dernières années**, délivrées par les maîtres d'ouvrages publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation doit préciser obligatoirement **la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.**

NB: *1) Toute attestation qui ne répond pas à ces exigences ne sera pas prise en compte.
2) lorsque le concurrent est un établissement public, outre les pièces prévues aux dossiers administratif et technique cités ci-dessus, le concurrent doit fournir une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché.*

C. Un dossier additif comprenant :

- Copie certifiée conforme à l'originale de l'autorisation d'exercer les activités de gardiennage délivrée par le Wali de la région dans le ressort duquel est situé le siège social ou le principal établissement de la société, et ce, conformément aux dispositions du décret n° 02-09-97 du 25/10/2010 pris pour l'application de la loi n° 27-06 relative aux activités de gardiennage et de transport de fonds, notamment son article 1.

ARTICLE 5 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du Règlement précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- Le sous-détail des prix élaboré conformément au modèle joint au présent dossier d'appel d'offres ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 §7 du règlement précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres.

Lorsque ces modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 §I-2 de l'article 20 du règlement précité.

ARTICLE 7 : RÉPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres est lancé en lot unique.

ARTICLE 8 : OFFRE VARIANTE

L'offre variante par rapport à la solution de base n'est pas admise.

ARTICLE 9 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le (ou les) bureau(x) indiqué(s) dans l'avis d'appel d'offres dès la parution dans l'un des supports de publication et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable du portail des marchés publics, ou est remis gratuitement aux concurrents.

ARTICLE 10 : INFORMATION ET DEMANDE D'ÉCLAIRCISSEMENTS

Conformément aux dispositions de l'article 22 du règlement précité, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

ARTICLE 11 : CONTENU ET PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1. Contenu des dossiers des concurrents :

Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement précité, les dossiers présentés par

les concurrents doivent comporter :

- Un dossier administratif précité (Cf. article 4 ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (Cf. article 4 ci-dessus) ;
- Un dossier additif précité (Cf. article 4 ci-dessus) ;
- Une offre financière comprenant :
 - L'acte d'engagement établi comme indiqué au §1-a de l'article 22 du règlement précité ;
 - Le bordereau des prix – détail estimatif.
 - Le sous-détail des prix conformément au modèle joint au dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, du sous-détail des prix et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

2. Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 29 du règlement précité, le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet de l'appel d'offres ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que **"le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis"**.

Ce pli contient deux enveloppes :

- a. La première enveloppe :** contient les pièces du dossier administratif et technique et du dossier additif, le cahier des prescriptions spéciales, et le règlement de la consultation paraphés à toutes les pages, signés et cachetés à la dernière page avec la mention manuscrite « Lu et accepté ».

Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention **"dossier administratif et technique et dossier additif"**;

- b. La deuxième enveloppe :** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention **"offre financière"**.

ARTICLE 12 : DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions des articles 31 et 131 du règlement précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau des marchés à la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales - Meknès, indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit déposés par voie électronique au portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma) selon les prescriptions de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 20-14 du 4 septembre 2014 relatif à la dématérialisation des procédures des marchés publics.
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début

de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne seront pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrages dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du règlement précité.

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 et 131 du règlement précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 11 ci-dessus.

Le retrait des plis peut s'effectuer également par voie électronique dans le cas où le dépôt a été effectué par voie électronique et ce, conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis, avant la date fixée pour l'ouverture des plis, et ce, dans les mêmes conditions prévues par l'article 31 du règlement précité, ou par l'arrêté précité du Ministre de l'économie et des finances.

ARTICLE 14 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

Toutefois, le maître d'ouvrage reste engagé vis-à-vis des concurrents tant qu'ils n'ont pas retiré leurs offres.

ARTICLE 15 : MONNAIE

Le prix des offres doit être formulé et exprimé en Dirham Marocain.

Article 16 : LANGUE DES OFFRES

Les pièces et documents contenus dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents doivent être rédigés en langue française ou en langue arabe.

ARTICLE 17 : LES CRITÈRES D'ÉVALUATION ET JUGEMENT DES OFFRES

La commission d'appel d'offres procède à l'ouverture de l'ensemble des offres financières des concurrents admis à l'issue de l'examen des dossiers administratifs, techniques et additif.

L'examen des offres financières sera effectué conformément aux stipulations des articles 39, 40 et 41 du règlement des marchés publics de l'université précité.

La commission écarte les concurrents dont les offres financières :

- ne sont pas conformes à l'objet du marché ;
- ne sont pas signées ;
- expriment des restrictions ou des réserves ;
- présentent des différences dans les libellés des prix, l'unité de compte ou les quantités par rapport aux données prévues dans le descriptif technique, le sous-détail des prix et dans le bordereau des prix-détail estimatif.

Aussi et en application de la circulaire de Monsieur le Chef du Gouvernement n° 02/2019 du 31/01/2019, relative au respect de l'application de la législation sociale dans le cadre des marchés publics relatifs au gardiennage, à l'entretien et au nettoyage des locaux administratifs ainsi qu'aux marchés similaires, la commission écartera les concurrents dont les offres financières :

- Présentent un prix unitaire ne respectant pas les dispositions réglementaires en matière de travail entrant en vigueur à compter du 01/07/2020, à savoir :
 - Le salaire minimum légal ;
 - Le congé annuel payé ;
 - Les jours fériés payés ;
 - Le repos hebdomadaire ;
 - Les prestations familiales (6,40%) ;
 - Les prestations sociales à court terme (1,05%) dont Indemnité de perte d'emploi (0,38%) ;
 - Les prestations sociales à long terme (7,93%) ;
 - L'Assurance Maladie Obligatoire AMO (4,11%) ;
 - La taxe de la formation professionnelle (1,60%) ;
 - L'assurance contre les accidents de travail (AT + RC).
- **Ne comprenant pas une marge bénéficiaire (voir le sous détail des prix).**

La commission vérifie ensuite le résultat des opérations arithmétiques des offres financières des concurrents retenus. Elle rectifie s'il y a lieu les erreurs de calcul et rétablit les montants exacts des offres concernées.

ARTICLE 18 : LES CRITERES DE CHOIX ET DE CLASSEMENT DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18 du règlement des marchés précité, La commission apprécie notamment les garanties et capacités juridiques, techniques et financières ainsi que les références professionnelles des concurrents au vu des éléments contenus dans les dossiers administratifs, techniques, additifs et financiers de chaque concurrent.

Les offres seront jugées sur la base de l'offre financière, sous réserve des vérifications et application, le cas échéant, des dispositions prévues aux articles 40 et 41 du règlement des marchés précité.

L'offre la plus intéressante est l'offre évaluée la moins disante du soumissionnaire qualifié au regard des dispositions du présent règlement de la consultation.

Lu et accepté (Manuscrite)

Signature et Cachet.



Faculté des Sciences Juridiques
Economiques et Sociales
Doyen
Abdelrhani BOUAYAD